

ACTION URGENTE

QUATRE MANIFESTANTS DÉTENUS AU MYANMAR

Quatre militants des droits humains ont été arrêtés arbitrairement et placés en détention au Myanmar après avoir participé à une manifestation pacifique contre l'homicide par balle d'une manifestante la semaine précédente. Détenus uniquement pour avoir exercé leur droit à la liberté de réunion pacifique, ils doivent être libérés immédiatement et sans condition.

Le 30 décembre 2014, les militants des droits humains **Naw Ohn Hla, Sein Htwe, Nay Myo Zin et Tin Htut Paing** ont été arrêtés pour avoir participé à une manifestation pacifique organisée la veille devant l'ambassade de Chine à Yangon, la plus grande ville du Myanmar. Ils figuraient parmi une centaine de manifestants appelant les autorités du Myanmar à mener une enquête sur la mort de **Khin Win**. Cette dernière a été abattue le 22 décembre lorsque la police a ouvert le feu sur des personnes qui protestaient contre l'appropriation de terrains pour le projet de mine de cuivre de Letpadaung, dans la région de Sagaing.

Les quatre manifestants sont actuellement détenus à la prison d'Insein, à Yangon. Jugés en même temps que trois autres manifestants, **San San Win, Mya Nyunt et Thant Zin**, ils ont été inculpés par le tribunal de la municipalité de Dagon, à Yangon, pour avoir manifesté sans autorisation, au titre de l'article 18 de la Loi relative aux rassemblements et aux manifestations pacifiques. Ils ont également été inculpés d'une série d'infractions visées par le Code pénal : publication ou diffusion d'informations susceptibles de causer la peur ou l'angoisse et de conduire des personnes à « commettre une infraction contre l'État ou contre l'ordre public » (article 505-b) ; agression ou usage de la force en vue d'empêcher un fonctionnaire d'exercer ses fonctions (article 353) ; émeute (article 147) ; actes obscènes en public (article 294) ; et « intimidation » (article 506). Amnesty International estime que ces accusations sont sans fondement et motivées par des considérations politiques. S'ils étaient reconnus coupables de tous ces chefs d'accusation, ils pourraient encourir plus de huit ans de prison.

La première audience de leur procès doit avoir lieu le 13 janvier 2015.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en birman ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités du Myanmar à libérer immédiatement et sans condition Naw Ohn Hla, Sein Htwe, Nay Myo Zin et Tin Htut Paing et à abandonner les poursuites engagées contre ces personnes ainsi que San San Win, Mya Nyunt et Thant Zin ;
- dans l'attente de leur libération sans condition, priez instamment les autorités de veiller à ce que ces quatre détenus ne soient ni torturés, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements, qu'ils puissent communiquer régulièrement avec leur famille et les avocats de leur choix, qu'ils ne soient pas transférés dans des prisons éloignées et qu'ils bénéficient de tous les soins médicaux dont ils pourraient avoir besoin ;
- demandez-leur de mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, impartiale et efficace sur l'homicide de Khin Win et les allégations faisant état d'un usage excessif de la force par la police contre les manifestants à Letpadaung, et de traduire en justice les responsables présumés de violations des droits humains dans le cadre de procès conformes aux normes internationales d'équité, sans recourir à la peine de mort.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 17 FÉVRIER 2015 À :

Président de la République

Thein Sein

President's Office

Nay Pyi Taw

Myanmar

Fax : +95 1 652 624

Formule d'appel : Your Excellency, /

Monsieur le Président,

Ministre de l'Intérieur

Lt. Gen. Ko Ko

Ministry of Home Affairs

Office No. 10

Nay Pyi Taw

Myanmar

Formule d'appel : Dear Minister, /

Monsieur le Ministre,

Copies à :

Président de la Commission nationale

des droits humains du Myanmar

U Win Mra

27 Pyay Road, Hline Township

Yangon

Myanmar

Fax : +95 1 659 668

Courriel : winmra@mnhr.org.mm

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Myanmar dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

QUATRE MANIFESTANTS DÉTENUS AU MYANMAR

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les arrestations et inculpations de manifestants pacifiques, ainsi que les allégations de recours injustifié ou excessif à la force par la police, figurent parmi les nombreuses graves préoccupations en matière de droits humains qui entourent la mine de cuivre de Letpadaung. Cette mine est exploitée par Myanmar Wanbao Mining Copper Limited (Myanmar Wanbao) – une filiale de la multinationale chinoise Wanbao Mining Limited – et l'Union of Myanmar Economic Holdings Limited. Beaucoup de personnes ont été expulsées de force de leur domicile par les autorités. La consultation de la population menée en 2014 au sujet de l'exploitation de la mine a été vivement critiquée. Les habitants ayant refusé de partir pour laisser place à la mine ont été exclus de cette consultation, sur instruction du gouvernement, semble-t-il. De nombreux autres manquements concernant cette procédure ont été identifiés dans une évaluation de l'impact environnemental et social effectuée pour le compte de Myanmar Wanbao et publiée en mai 2014.

L'opposition au projet de mine de cuivre de Letpadaung est forte, notamment parmi les habitants concernés, les défenseurs des droits humains et d'autres militants. Les autorités du Myanmar y ont répondu à plusieurs reprises en faisant usage d'une force excessive contre des manifestants pacifiques et en procédant à des arrestations et des détentions arbitraires – Naw Ohn Hla et Tin Htut Paing ont déjà été arrêtés et détenus auparavant en raison de leurs manifestations pacifiques contre la mine de Letpadaung.

Dans les opérations de maintien de l'ordre public, y compris lors des manifestations, la police doit respecter le droit à la vie, garanti par l'article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH). En vertu des normes internationales relatives aux droits humains, les forces de l'ordre doivent utiliser des moyens non violents avant de recourir à la force et aux armes à feu. L'usage intentionnel d'armes à feu à des fins létales ne peut se justifier que lorsqu'il est absolument impossible de faire autrement pour protéger des vies. Les autorités du Myanmar doivent déterminer si la police a eu recours à une force injustifiée ou excessive contre les manifestants à Letpadaung et amener tous les responsables présumés de violations à rendre des comptes.

Au Myanmar, des défenseurs des droits humains et des militants continuent d'être arrêtés et incarcérés pour le seul exercice pacifique de leurs droits à la liberté d'expression et de réunion – deux droits garantis par les articles 19 et 20 de la DUDH. Plusieurs lois sont utilisées dans ce pays pour criminaliser la liberté d'expression et les réunions pacifiques, notamment l'article 505-b du Code pénal et l'article 18 de la Loi relative aux rassemblements et aux manifestations pacifiques. Les restrictions au droit à la liberté d'expression imposées par ces deux textes sont formulées de façon extrêmement vague et imprécise, ce qui ouvre la porte à la fois à une interprétation trop large et à une application discriminatoire de la loi.

Amnesty International continue de recevoir des informations faisant état de mauvaises conditions de détention au Myanmar, qui ne sont pas conformes à celles définies dans l'Ensemble de règles minima des Nations unies pour le traitement des détenus. Les détenus manquent notamment de soins médicaux appropriés, d'eau potable, de nourriture satisfaisante sur le plan nutritif et d'eau pour se laver.

Noms : Naw Ohn Hla (f), Sein Htwe (f), Nay Myo Zin (m), Tin Htut Paing (m), San San Win (f), Mya Nyunt (f), Thant Zin (m) et Khin Win (f)

Hommes et femmes

AU 2/15, ASA 16/001/2015, 6 janvier 2015